

sommaire

Avant-propos 9

Pierre-François Mourier

Réformes et prospective 11

Alain Bouvier, Marie-José Sanselme



dossier

Coordination : Jean-Marie De Ketele

Réformer l'éducation

2

Introduction 13

Jean-Marie De Ketele

Ce numéro 83 de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, intitulé « réformer l'éducation », fait suite au colloque international organisé par la revue en juin 2019, sur le thème des « conditions de réussite des réformes en éducation ». Il rassemble une vingtaine de contributions organisées selon trois axes : 1) quelles questions préalables faut-il se poser quand il s'agit de concevoir, implanter et évaluer un processus dit de « réforme » ? ; 2) quelles conditions de réussite se retrouvent immanquablement dans tout processus de réforme ? ; 3) quelles perspectives sont déclinées par les experts et les organisations internationales pour penser les systèmes éducatifs à l'horizon 2030 ?

Questions préalables

La notion de réforme en éducation est-elle encore pertinente aujourd'hui ? 23

Antonio Novoa

Nous vivons un temps de changements inédits dans les conceptions de l'apprentissage, de l'École et de l'éducation. Suite à l'affaiblissement de la notion de réforme et à son remplacement par d'autres formes plus pragmatiques d'action politique qui ont conduit à une approche consumériste, nous avons besoin de transformer l'École en pensant l'éducation comme un bien commun. En ce sens, la notion de réforme peut encore être utile.

**Qu'est-ce qu'une réforme éducative réussie ?
Une réflexion sociologique**

33

Xavier Pons

Il ne s'agit pas dans cet article de proposer une théorie de ce qu'est une réforme réussie en éducation mais plutôt de développer trois idées sur la question de la mise en œuvre des réformes dans ce champ : 1) contrairement aux modèles développés dans certaines synthèses internationales soucieuses de distinguer les facteurs de réussite d'une réforme, il n'y a pas de meilleure façon de faire ; 2) face à cette incertitude, l'incrémentalisme et le privilège parfois donné aux approches pragmatiques par les responsables politiques ne semblent pas constituer des alternatives véritables, notamment parce qu'il reste difficile de contrôler la cohérence d'ensemble des actions mises en œuvre dans cette logique ; 3) peut-être une solution est-elle alors à chercher dans ce que Patrice Duran appelle « la révolution des conséquences » en matière d'action publique. Il en ressort qu'une réforme éducative réussie n'est pas impossible, à condition de chausser les bonnes lunettes pour l'apprécier. Celle-ci désignerait alors une action publique partielle, aux effets négatifs indésirables limités, et qui permet à un groupe d'acteurs significatif de se coordonner de manière constructive pour atteindre des objectifs communs... que les résultats suivent ou non.

**Réformes éducatives : attentes et conduite
du changement**

45

Mamadou Ndoye

À partir d'une typologie basée sur les attentes et les leviers de changement, l'article identifie trois types de réforme : additif/quantitatif, correctif/adaptatif et refondateur/transformationnel. La réflexion sur les facteurs de réussite/d'échec ouvre sur les défis posés à la conduite du changement : assurer la continuité dans la durée, reproduire les réussites, disposer de capacités d'innovation, intégrer l'effet-système. Les leçons de ces défis plaident pour une conduite du changement en éducation orientée vers le développement spiralaire : apprendre de l'expérience et de la recherche pour un perfectionnement continu par bonds successifs vers l'École du futur, déjà à l'œuvre dans le présent.

3

**Sur les conditions pour réussir
les réformes en éducation**

**Les comparaisons internationales, la science
et l'expérimentation au cœur des réformes
en éducation**

57

Jean-Michel Blanquer

À partir d'une interrogation sur le défi majeur posé aux politiques éducatives dans un monde qui change radicalement sur le plan technologique, le ministre français de l'éducation nationale et de la jeunesse expose sa vision du sens, des objectifs et des conditions de réussite de la politique éducative. À l'heure où nous vivons un changement de civilisation en matière d'accès au savoir, il s'agit de garantir la transmission des savoirs existants aux enfants, notamment en matière de culture scientifique et technologique, et de personnaliser davantage la pédagogie. Trois éléments peuvent éclairer le chemin vers ces deux objectifs que sont l'élévation générale du niveau et la justice sociale : la science, la comparaison internationale, l'expérimentation. La formation initiale et continue des professeurs et l'amélioration du bien-être et de la confiance en l'école sont les principales conditions pour faire évoluer en profondeur les politiques publiques d'éducation.

Les syndicats enseignants et les réformes éducatives : une relation forcément conflictuelle ?

63

Jose Weinstein

Les syndicats enseignants sont ordinairement présentés comme des adversaires coriaces face à toute réforme éducative. Ainsi, très souvent, les autorités ne souhaitent pas les associer aux transformations qu'elles poursuivent, ce qui affecte la légitimité de ces changements aux yeux de la profession. Toutefois, quelques exemples internationaux permettent d'identifier des facteurs qui rendent possible la participation des organisations enseignantes. Ainsi, la construction d'une culture de la recherche du consensus, l'identification d'objectifs qui correspondent à des besoins ressentis par les enseignants, ou la délimitation de lignes d'actions qui permettent la participation des enseignants sont déterminants. L'art de la politique, capable de construire des coalitions amples favorables au changement, doit faire partie des attributs d'un processus réformateur.

Faire réussir les filles. Prescriptions et réalités

69

Patrick Rayou

Malgré le volontarisme des législateurs, les réformes en matière de scolarisation des filles n'obtiennent souvent que des résultats mitigés. Les cas du Mali et de la France montrent que, dans des contextes très différents, les bénéfices tirés par les filles de leurs succès scolaires demeurent inférieurs à ceux des garçons. Sont en cause les rôles socialement différenciés des hommes et des femmes, soutenus par des imaginaires éducatifs de nature à perpétuer les inégalités d'éducation. Pour éviter que de tels insuccès n'incitent au renoncement, il importe de prendre simultanément en compte la question des genres et celle des rapports sociaux de domination.

4

Les questions de financement ont-elles un réel impact sur la réussite des réformes en éducation ?

75

Thierry Chevaillier et Yannick Tenne

Le financement est souvent considéré comme secondaire dans la conception et la mise en œuvre des réformes éducatives. C'est parfois le financement de l'éducation lui-même que fait l'objet de réforme en transférant une partie de la charge entre collectivités publiques soit à des acteurs privés, entreprises ou familles soit en instaurant de nouveaux canaux pour le financement des écoles. La difficulté principale que soulèvent les réformes éducatives est d'estimer les financements nécessaires et de s'y tenir. Prendre en compte le coût des réformes dans la définition des priorités politiques nécessite d'être capable d'en mesurer les effets et de les comparer. Ces contraintes contribuent à la difficulté de juger de l'échec ou de la réussite des réformes éducatives.

Comment concilier qualité et équité dans les réformes en éducation ?

85

Élisabeth Bautier et Jacques Marchand

Cet article s'appuie sur quatre études de cas présentant des situations d'inégalités devant la scolarisation (Maroc, Catalogne, Nouveau-Brunswick, Côte d'Ivoire) pour distinguer et définir les concepts d'équité et de qualité. Les analyses de ces situations, décrites dans un second temps, amènent à constater que si les politiques et dispositifs en faveur de l'équité ont bien été mis en place dans les cas étudiés, ni les unes ni les autres n'entraînent obligatoirement la qualité de la scolarité et des apprentissages scolaires. Ces analyses permettent également de mettre en évidence, dans un troisième temps, des conditions de mise en œuvre de ces politiques et dispositifs efficaces : importance de la participation des populations concernées et de leur accord, participation des instances locales associatives ou scolaires, qui peuvent aussi relayer un projet national, relations entre chercheurs et acteurs dans certains cas. C'est donc cette relation entre différents acteurs, instances et niveaux d'actions qui peut fonder au moins la volonté d'équité dans la scolarisation, premier pas nécessaire vers la qualité en éducation.

Quelle mesure de la qualité dans les réformes éducatives ?

95

Stéphane Foin et Roger-François Gauthier

Depuis une vingtaine d'années, on a vu le mot de « qualité » apparaître dans le langage de l'éducation, sans qu'on s'interroge assez. Ni sur les difficultés à définir la qualité en éducation : parle-t-on de la qualité des conditions, difficiles à mesurer, ou des résultats, sur lesquels il est souvent aussi difficile de s'entendre ? Ni sur l'intérêt qu'il y aurait à ce qu'au-dessus de la différence des contextes, un faisceau d'indicateurs permette, à l'échelle des systèmes comme à celle des écoles elles-mêmes, de mesurer avec quelque objectivité la valeur de l'éducation.

Vers une gouvernance apprenante

105

Anne-Marie Bardī et Jean-Pierre Véran

Depuis la fin du xx^e siècle, la gouvernance est apparue comme marquant une rupture avec un mode de gouvernement fonctionnant selon un modèle descendant. L'analyse des évolutions survenues dans le gouvernement de l'éducation conduit à constater l'apparition d'un gouvernement partagé bien loin de tenir les promesses d'une gouvernance reposant sur la confiance donnée aux acteurs à toutes les échelons de l'éducation. À partir d'exemples, la mise en œuvre d'une « gouvernance apprenante » apparaît une des conditions du succès des réformes en éducation.

Légitimation et légitimité des réformes

113

Denis Meuret

Les recherches empiriques sont aujourd'hui mobilisées pour justifier certaines réformes de l'école. Des évaluations empiriques vérifient que la mise en œuvre d'une politique tient bien ses promesses. C'est un grand progrès : cela évite que, au nom de telle ou telle idéologie, on s'entête dans une voie erronée. C'est donc à cause de leur caractère révisable, partiel que les approches empiriques sont supérieures aux autres. Mais cela a pour conséquence qu'il ne faut pas attendre de la recherche une vérité du même type que les vérités idéologiques. En réalité, les réformes (leur conception, leur justification auprès des acteurs) doivent aussi s'appuyer sur des récits qui indiquent, de façon plus générale que les recherches empiriques, dans quelles voies l'école doit s'engager pour servir le monde qui vient.

5

L'avenir de l'éducation

Les systèmes éducatifs formels ont-ils un avenir ?

123

Mark Bray

Des siècles de développement ont conduit les systèmes éducatifs formels à devenir des piliers essentiels de la société, avec la réalisation de la scolarisation universelle aux niveaux primaire et secondaire inférieur et l'inscription de la majorité des groupes d'âge concernés dans le secondaire supérieur. Le développement des systèmes pour en arriver là a été remarquable. Mais des forces extérieures remodelent actuellement les systèmes éducatifs formels. Dans de nombreux contextes, il ne s'agit pas tant d'un processus actif et descendant de réforme que d'un processus de changement ascendant ou horizontal. Cet article met en lumière les implications des progrès technologiques et de l'érosion de la suprématie de l'école à travers l'expansion des formes de soutien scolaire privé « de l'ombre ». À la question de savoir si les systèmes éducatifs formels ont un avenir, notre réponse courte serait donc « Oui, mais... ».

Les réformes à l'horizon 2030 dans les pays de l'OCDE

131

Éric Charbonnier et Pierre Gouédard

Penser l'éducation à l'horizon 2030 doit nous faire réfléchir aux grands enjeux du monde actuel, afin de préparer au mieux les jeunes à s'y intégrer. Les pays de l'OCDE ont bien saisi cette urgence, et non moins de 500 réformes éducatives ont été lancées depuis les années 2000. Elles couvrent un large spectre, qui s'étend des réformes visant à améliorer la qualité et l'équité à celles s'attaquant à la gouvernance ou aux modes de financement. Pourtant, nombre d'entre elles ne se sont pas traduites dans les faits par des améliorations tangibles, souvent du fait de la faiblesse de la stratégie de mise en œuvre qui leur était associée. Quels sont donc les ingrédients indispensables à une réforme réussie ? Comment établir une stratégie de mise en œuvre cohérente ?

L'avenir de l'école, mais dans quel monde ?

Un point de vue nord-américain

143

Claude Lessard

Partant des scénarios de l'école de demain définis par l'OCDE en 2001, cet article fait le point sur la situation actuelle de l'éducation en général, avant d'analyser des évolutions possibles dans trois dimensions de l'institution scolaire : la mission de l'école (et son curriculum), la gouvernance et la pédagogie. Celles-ci sont marquées par le passage d'un cadre de politiques publiques typique de l'État-providence à un autre cadre propre à une « marchandisation » et à une individualisation de la vie sociale. Face à un avenir incertain, parions sur une école qui, à l'ère de post-vérité, affirme sa mission cognitive et sociale, manifeste sa capacité historique d'adaptation et prend le risque d'une gestion plus décentralisée.

Regards sur l'éducation en Afrique subsaharienne à l'horizon 2040

6

153

Alioune Sall

Quelles sont les évolutions possibles des systèmes éducatifs africains ? Ce continent vit de multiples transitions en termes de démographie, d'économie, de socialisation et de gouvernance. Compte tenu de celles-ci, trois grands types de scénarios sont envisagés : le premier, de type additif, prolonge les logiques éducatives actuelles ; le second, de type correctif, fait face aux déséquilibres actuels et s'adapte aux exigences du monde contemporain ; le troisième, de type transformatif, se fonde sur les valeurs africaines traditionnelles pour proposer un nouveau projet original sur les plans éducatif, social et de développement

L'avenir des dispositifs d'éducation non formelle

167

Abdel Rahamane Baba-Moussa

Chaque pays doit identifier son « réseau d'apprentissage », car le système éducatif ne se réduit pas à la « forme scolaire ». Outre l'éducation formelle, il comprend l'éducation non formelle et informelle. En Afrique francophone tout particulièrement (mais pas seulement), l'éducation non formelle est indispensable, face aux insuffisances du système formel tant en efficacité interne qu'externe. Il s'agit donc de revoir l'architecture du système éducatif, en passant du paradigme de la scolarisation obligatoire au droit à l'apprentissage tout au long de la vie.

Réformer avec et pour les jeunes

177

Ma-Umba Mabiala et Gisèle Menye Langue

Au sein de l'espace francophone, les jeunes, devenus très nombreux, veulent prendre part aux décisions concernant leur vie économique et sociale. Même si, parfois, ils manifestent leur désir de manière très brutale, il est encourageant de voir que les jeunes jouent un rôle dans les changements que nous vivons, sur le plan politique, économique et social. C'est

dans cette perspective que se situe l'expérience que retrace brièvement cet article. Cette initiative vise à soutenir l'implication des jeunes dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques de jeunesse, y compris en matière de réformes éducatives. L'expérience se déroule à Madagascar et en République démocratique du Congo (RDC), pays dans lesquels l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) accompagne un processus de dialogue entre les acteurs politiques et les jeunes en vue d'adopter des « pactes nationaux en faveur de la jeunesse », un ensemble d'interventions pensées et élaborées avec et pour les jeunes, garants du suivi des actions prévues.

La gouvernance « par le milieu » à l'ère de changements politiques complexes

185

Andrew Hargreaves

Au cours des deux premières décennies du XXI^e siècle, les réformes de l'éducation ont eu pour principal objectif d'améliorer les résultats obtenus dans des domaines fondamentaux tels que la littérature et les mathématiques, et de renforcer l'équité en réduisant les écarts de résultats. Nous entrons maintenant dans une nouvelle ère où les défis sociaux et éducatifs sont différents et encore plus cruciaux, et où les moyens de les résoudre évoluent. S'appuyant sur des données provenant notamment de l'Ontario, cette contribution examine deux domaines interdépendants en matière de changement de politique : la réforme de l'évaluation et une stratégie d'amélioration reposant sur les concepts de « *Collaborative Professionalism* » et de « *Leading from the Middle* ». Ce dernier, en particulier, offre des pistes prometteuses pour créer un système de gouvernance facilitant la mise en œuvre des réformes éducatives.

Confiance et responsabilité : un chemin vers l'équité ?

195

Louis M. Gomez, Anthony S. Bryk et Angel Bohannon

Ce ne sont pas les bonnes idées et les innovations qui manquent dans le champ éducatif. Pourtant, l'école actuelle demeure largement incapable de répondre aux besoins de l'ensemble des élèves, s'agissant notamment des élèves de couleur et des élèves pauvres. Pourquoi nos innovations ne parviennent-elles pas à créer une pression positive en faveur de l'équité ? Face à une trop grande variété des résultats dans une même situation, il est illusoire de vouloir prescrire ce qui a marché ailleurs. C'est au contraire en créant une grande « vigilance et conscience situationnelle » que l'on pourra, de façon fiable, faire face à la diversité des besoins et assurer plus d'équité.

7

Réformer l'éducation : travailler ensemble au bien commun en développant une intelligence collective

205

Jean-Marie De Ketele

« La notion de réforme est-elle encore pertinente aujourd'hui ? ». Ainsi s'est ouvert le colloque international organisé du 12 au 14 juin 2019 par la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*. À la lumière des contributions de ce numéro, la réponse semble positive et optimiste, même si elle mérite d'être discutée et de ne pas être réduite à la seule conception *top-down*. Un raisonnement en trois temps est ensuite tenu : l'identification des leviers contextualisés pour réformer ; la nécessité d'installer un maillage collaboratif ; la proposition d'un scénario pour l'avenir. En premier lieu, les leviers sont essentiellement des acteurs (personnes et institutions) qui jouent ou joueront leur rôle de levier si l'on ne travaille pas sans eux, ni contre eux, ni simplement pour eux, ce qui implique de se demander à quelles conditions. Le maillage collaboratif implique de développer et valoriser des triangulations entre les acteurs au sein des différentes strates du système, à savoir : celle des « communautés locales d'apprentissage » ; celle de la « gouvernance par le milieu » ; celle de la « vision éducative » ; celle de la « vision socio-politique ». Enfin, suite à l'intelligence collective ainsi créée, le scénario actuel de la forme scolaire se transformerait progressivement pour aller non pas vers un scénario de rescolarisation mais vers un scénario des formes partenariales, où les divers lieux et espaces d'apprentissage seraient appelés à se multiplier autour d'un récit mobilisateur que l'on peut espérer au service d'un bien commun.

Abstracts	235
Resúmenes	240

Les auteurs	245
La revue	251
Numéros disponibles	252
Commander un numéro / s'abonner	255